

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20250317-lmc1369121-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mercredi 19 mars 2025
Date de publication : 19/03/2025

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 17 MARS 2025**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 16**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	1

OBJET DE LA DECISION

N° 25/141

**ANNULE ET REMPLACE LA
DECISION N°24/87 DU 19
FEVRIER 2024 - CONVENTION
DE PARTENARIAT ENTRE LE
CAUE DU VAR ET LA
METROPOLE TPM POUR LA
REALISATION D'UNE ETUDE
D'INTEGRATION DES
PANNEAUX
PHOTOVOLTAIQUES SUR LE
SITE PATRIMONIAL
REMARQUABLE (SPR) DE
TOULON - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

Mme Nathalie BICAIS.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/141

BUREAU DU 17 MARS 2025

**O B J E T : ANNULE ET REMPLACE LA DECISION N°24/87 DU 19
FEVRIER 2024 - CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LE CAUE DU VAR ET LA METROPOLE TPM
POUR LA REALISATION D'UNE ETUDE
D'INTEGRATION DES PANNEAUX PHOTOVOLTAIQUES
SUR LE SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE (SPR) DE
TOULON - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégation au Président et au
Bureau,

VU la convention-cadre de partenariat et de coopération scientifique et pédagogique entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et le CAUE du Var en date du 10 janvier 2020,

VU la décision du Bureau Métropolitain n°24/87 en date du 19 février 2024, relative à la convention de partenariat entre le CAUE du Var et la Métropole TPM concernant l'assistance pour la rédaction d'un cahier des charges d'étude d'intégration des panneaux photovoltaïques sur le Site Patrimonial Remarquable de Toulon,

VU la convention de partenariat signée entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et le CAUE du Var en date du 4 avril 2024,

VU le projet de convention joint,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée, souhaite affirmer une politique de transition écologique et énergétique et désire intégrer dans le règlement du Site Patrimonial Remarquable (SPR) de Toulon les dispositions qui permettront d'assurer l'intégration des panneaux solaires (thermiques ou photovoltaïques) en tenant compte du patrimoine architectural et paysager dans ce périmètre,

CONSIDERANT qu'en application de la convention cadre de partenariat et de coopération scientifique et pédagogique signée le 10 janvier 2020 entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et le CAUE du Var, il avait été décidé par le biais de la convention du 4 avril 2024 de confier au CAUE du Var la mission d'assistance à la rédaction d'un cahier des charges d'étude d'intégration paysagère et architecturale notamment des panneaux photovoltaïques ou des dispositifs d'isolation thermique par l'extérieur,

CONSIDERANT l'absence de démarrage de la mission objet de la convention du 4 avril 2024,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé, conjointement avec le CAUE du Var, d'annuler la convention en date du 4 avril 2024 et de la remplacer par la convention ci-annexée afin de confier la mission de réalisation d'une étude d'intégration des panneaux photovoltaïques dans le SPR de Toulon au CAUE du Var,

CONSIDERANT qu'il est proposé une contribution forfaitaire de la part de la Métropole pour cette mission d'accompagnement qui s'élève à la somme de 5 000 euros, dont le versement s'effectuera à hauteur de 50 % au démarrage de l'étude et 50 % au rendu final,

CONSIDERANT qu'il convient d'approuver ladite convention,

CONSIDERANT qu'il convient en conséquence d'autoriser la signature de la convention ci-annexée, de même que tous actes nécessaires y afférents,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'ANNULER la décision du Bureau Métropolitain n°24/87 du 19 février 2024 ainsi que la convention signée entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et le CAUE du Var en date du 4 avril 2024.

ARTICLE 3

D'ADOPTER le projet de convention ci-annexé.

ARTICLE 4

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention ci-annexée, ainsi que l'ensemble des documents afférents à la mise en œuvre de ce dispositif.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal de la Métropole 2025, en section d'investissement, opération 713, article 2031.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 17 mars 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	15
CONTRE	0
ABSTENTION	0





Convention de partenariat

Etude d'intégration des panneaux photovoltaïques dans le SPR de Toulon Métropole Toulon Provence Méditerranée

Entre

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, dont le siège est situé 107 boulevard Henri Fabre, 83000 Toulon, représentée par son Président, **Mr Jean-Pierre GIRAN**, autorisé par délibération n°23/05/078 du 4 novembre 2023 portant délégation au Président et au Bureau, N° de SIRET 248 300 343 00076
d'une part,

et

Le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement du Var (CAUE VAR), dont le siège social est situé 26 place Vincent Raspail, 83000 Toulon, représenté par son Président **Mr Marc LAURIOL**, mandataire légal, autorisé par délibération du Conseil d'administration du 15 décembre 2022 et par l'article 11 des statuts, N° de SIRET 330 783 416 00051
d'autre part.

PREAMBULE

L'architecture est une expression de la culture. La création architecturale, la qualité des constructions, leur insertion harmonieuse dans le milieu environnant, le respect des paysages naturels ou urbains ainsi que du patrimoine sont d'intérêt public. (Article 1 de la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977) ;

Le CAUE a pour but de promouvoir la qualité de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement avec le souci permanent de les adapter aux particularités locales. Créé à l'initiative du Conseil Départemental, c'est une association à but non lucratif qui exerce une mission de service public ;

Le CAUE poursuit, sur le plan local, les objectifs définis au plan national en vue de promouvoir la qualité de l'architecture et de son environnement (...) ; (article 6 la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977) ;

Le CAUE ne peut être chargé de maîtrise d'œuvre ; (article 7 de la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977) ;

Il met à disposition sa connaissance du territoire départemental ;

Le programme d'activité du Conseil d'Architecture d'Urbanisme et d'Environnement, arrêté par son conseil d'administration et approuvé par l'assemblée générale, prévoit la mise en place possible de conventions d'accompagnement.

Le CAUE a pour mission de développer l'information, la sensibilité et l'esprit de participation du public dans le domaine de l'architecture, de l'urbanisme, de l'environnement et du paysage.

Il contribue, directement ou indirectement, à la formation et au perfectionnement des élus, des maîtres d'ouvrage, des professionnels et des agents des administrations et des collectivités qui interviennent dans le domaine de la construction.

Le CAUE dispose de droit de l'agrément mentionné à l'article L. 1221-1 du code général des collectivités territoriales.

Il fournit aux personnes qui désirent construire ou rénover un bâtiment ou aménager une parcelle, les informations, les orientations et les conseils propres à saisir les enjeux paysagers des sites urbains et ruraux concernés et à assurer la qualité architecturale des constructions, sans toutefois se charger de la maîtrise d'œuvre.

Le CAUE VAR dans un souci permanent de répondre aux missions qui lui sont conférées tout en s'adaptant aux besoins de ses différents publics souhaite aujourd'hui dans des démarches transversales tisser des liens avec l'ensemble des acteurs de la construction des paysages naturel et bâti.

Il est à la disposition des collectivités et des administrations publiques qui peuvent le consulter sur tout projet de paysage, d'urbanisme, d'architecture ou d'environnement.

Ceci exposé, il est arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA MISSION

La Métropole de Toulon Provence Méditerranée souhaite affirmer une politique de transition écologique et énergétique.

Dans le cadre d'une réflexion sur le Site Patrimonial Remarquable (SPR) de la ville de Toulon, elle désire intégrer dans son règlement les dispositions qui permettront d'assurer l'intégration des panneaux solaires (thermiques ou photovoltaïques) en tenant compte du patrimoine architectural et paysager dans le périmètre du SPR de Toulon.

Ce SPR comporte 5 secteurs aux caractéristiques architecturales et urbaines spécifiques :

- Le secteur Vieille Ville
- Le secteur Haute Ville
- Le secteur Composé
- Le secteur Quai
- Le secteur Marine

La Métropole sollicite le CAUE Var pour l'accompagner dans cette approche afin d'adapter aux différentes typologies propres à chaque secteur, ou à certains bâtiments isolés, des prescriptions d'intégration dans le règlement du SPR de Toulon.

Cette approche devra permettre d'apprécier les potentiels de déploiement de panneaux solaires sur les toits de chaque secteur pris dans leur ensemble ou sur certains bâtiments se différenciant par leurs dimensions, leur géométrie ou leur exposition et de leur impact visuel sur le paysage urbain.

Pour ces bâtiments à fort potentiel, la mission s'attachera très spécifiquement à la définition des principes d'intégration en relation avec son style architectural et ses plans de façades et de toitures.

Pour cette mission, la Ville de Toulon mettra à disposition les études qu'elle a déjà fait réaliser par TE83 et le CEREMA sur le potentiel énergétique des bâtiments communaux et la Métropole Toulon Provence Méditerranée mettra à disposition les données existantes sur la thermographie de l'habitat.

ARTICLE 2 : CONTENU DE LA MISSION

La mission du CAUE Var portera sur :

- **Volet A** : diagnostic des surfaces de toitures potentiellement mobilisables en fonction de leur surface, de leur géométrie, de leur exposition, de leur perception dans le paysage pour chaque secteur du SPR, ainsi que des directives du SDIS du Var quant à l'accessibilité des toitures.
- **Volet B** : reconnaissances des types et styles architecturaux des bâtiments à forts potentiels susceptibles de supporter des panneaux solaires (thermiques ou photovoltaïques).
- **Volet C** : propositions de règles d'intégrations, tenant compte des réglementations spécifiques, propres à chaque bâtiment, ou groupe de bâtiment homogène, identifié comme présentant un fort potentiel.

ARTICLE 3 : MOYENS MIS EN OEUVRE

Le CAUE Var mettra en œuvre tous les moyens humains et techniques à sa disposition pour réaliser la mission.

ARTICLE 4 : DEROULEMENT DE LA MISSION

Dès la réception de la convention signée par M. Le Président de la Métropole et par le Président du CAUE Var, Le CAUE Var, lancera un marché subséquent auprès des titulaires du lot Architecture patrimoniale de son accord cadre.

Un COTECH sera formé, composé des représentants des services de l'UDAP du Var, de la DDTM, de la Ville de Toulon, de la Métropole et du CAUE.

Ce COTECH sera organisé à chaque point d'étape suivant :

- ☒ 1°) réunion de lancement organisée afin de collecter les documents et études préalables disponibles.
- ☒ 2°) rendu intermédiaire sur la présentation des Volets A et B
- ☒ 3°) réunion finale sur les prescriptions du Volet C

Ces 2 derniers points feront l'objet d'une présentation en CLSPR.

ARTICLE 5 : COMMUNICATION AUTOUR DE LA MISSION

La Métropole accepte que le CAUE Var communique sur cette mission à travers ses réseaux sociaux et son site web. La Métropole peut également communiquer autour de cette étude. Le CAUE Var, sur sollicitation, peut fournir des visuels de communication pour alimenter site internet, réseaux sociaux, article presse, journal municipal ...

Si toutefois la Métropole est défavorable à une communication autour de la mission, une formulation écrite doit être envoyée au CAUE Var soit par mail contact@cauevar.fr ou par voie postale.

ARTICLE 6 : CONTRIBUTION A LA MISSION

Une contribution forfaitaire au fonctionnement général du CAUE Var sera versée par la Métropole, dans le cadre et l'esprit des principes énoncés par la loi sur l'architecture conformément à la résolution validée en Conseil d'administration/Assemblée Générale en date du 30 juin 2023. La contribution forfaitaire au regard du seuil démographique s'élève à la somme de 5 000€ (non soumis à TVA).

ARTICLE 7 : DELAIS DE REALISATION

L'étude débutera à la réception de la convention signée et de la notification et à la remise par la Métropole des documents nécessaires à sa réalisation, et se déroulera sur une durée de 5 (cinq) mois comme suit. A compter de la réunion de lancement :

- 2 mois pour la réunion intermédiaire
- 3 mois pour la réunion finale

ARTICLE 8 : MODALITE DE VERSEMENT

Le versement de la contribution forfaitaire, s'effectuera comme suit, 50% au démarrage de l'étude et 50% au rendu final, dès réception de la facture sur CHORUS PRO, sur le compte bancaire du CAUE Var ouvert dans l'établissement Société Générale, sous les références suivantes :

Code banque : 30003, code guichet : 02100, numéro compte : 000 3727 4905, clé RIB : 60.

ARTICLE 9 : RESILIATION

L'inexécution de tout ou partie de la convention par l'une des parties entrainera sa résiliation, elle pourra intervenir sur la demande motivée et notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception par l'une ou l'autre des parties contractantes, sans qu'aucune indemnité ne puisse être versée de part et d'autre.

ARTICLE 10 : DROIT APPLICABLE- ATTRIBUTION DE JURIDICTION

La loi française s'applique à la présente Convention. A défaut d'accord amiable préalable entre les parties, toute contestation relative à l'exécution et/ou à l'interprétation de la présente convention relève de la compétence exclusive des juridictions toulonnaises.

Toulon le Fait en 2 exemplaires

Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée
Jean-Pierre GIRAN
Président

Pour le CAUE VAR
Marc LAURIOL
Conseiller Départemental du Var
Président du CAUE Var
Chargé de mission auprès du Président du
Conseil Départemental « aides financières et
techniques aux communes »